

Avis adopté

Séance plénière du 11 octobre 2023

10 préconisations pour le pouvoir d'achat en Outre-mer

Déclaration du groupe Environnement et nature

Notre groupe regrette de n'avoir pu s'associer davantage aux travaux sur cet important sujet, ceci en raison de contraintes de fonctionnement, parmi lesquelles la brièveté des travaux, la multiplicité des entretiens et le manque de débriefing.

Le texte pose deux constats que nous partageons. D'abord, la crise du pouvoir d'achat, qui n'épargne pas l'hexagone, est le symptôme d'une crise plus générale du modèle économique ultramarin.

Ensuite, pour citer l'avis, « seules des réponses de court terme sont apportées aux crises ». Parmi les dix préconisations, certaines répondent aussi à l'urgence, comme les chèques dédiés à l'aide alimentaire et aux services fondamentaux, ou la majoration des primes d'activités des CAF.

On peut le comprendre.

Mais il ne faut perdre de vue ni le traitement des vraies causes, ni la pérennité des remèdes. Les propositions posent des jalons utiles mais il faudra aller plus loin.

Osera-t-on poser les questions qui fâchent ?

L'avis consacre plusieurs pages à l'octroi de mer. Osera-t-on dire que ce droit de douane truffé d'exonérations opportunistes et aux taux incompréhensibles n'a jamais satisfait à l'objectif de développement des territoires malgré son affectation aux collectivités ? Et que les entreprises importatrices qui en bénéficient ne consacrent pas assez de moyens au traitement des déchets surabondants générés par la logistique et le conditionnement ?

On parle de concurrence et l'avis évoque le renforcement des contrôles et des observatoires. Mais osera-t-on instaurer une concurrence vraie, consistant à éliminer les ententes qui reconstituent des monopoles privés engendrant des prix insoutenables, tant dans le domaine de la distribution que des grands travaux ?

Osera-t-on par exemple, encourager l'introduction de nouveaux acteurs et la mise en place de centrales d'achat coopératives pilotées par la société civile ?

Osera-t-on dire que la gabegie due aux fréquents dépassements de budget des grands projets participe au problème en captant de l'argent public qui serait plus utile ailleurs ? À Maoré, le stade de foot de Kavani chiffré à 6 millions d'euros en coûtera presque 20. Et que dire encore de la prime de vie chère allouée aux fonctionnaires métropolitains détachés, et par ricochet aux fonctionnaires locaux créant un appel d'air qui conduit à l'augmentation des prix sur place ?

Enfin, les questions environnementales sont à peine abordées. Elles font pourtant partie intégrante de la solution pour un modèle économique durable, bien au-delà de la seule attractivité touristique des territoires. S'il salue l'effort accompli, au vu de ces enjeux, notre groupe s'abstiendra.